

Y A-T-IL UNE CRISE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE? ET, S'IL Y EN A UNE, COMMENT Y PORTER REMEDE?

Texte de l'exposé fait par Monsieur Maurice Grubellier, professeur à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Metz-Nancy, lors de la journée pédagogique du 30 septembre 1965 à l'Athénée Royal de Saint-Gilles.

C'est avec joie que j'ai accepté l'invitation de M. l'Inspecteur Van Santbergen à venir vous entretenir aujourd'hui de l'enseignement de l'histoire, ou plutôt à venir m'entretenir avec vous de cet enseignement : joie de prendre un contact tout à la fois professionnel et amical avec des collègues belges ; joie aussi de parler de choses qui me tiennent fort à cœur, de vous proposer quelques idées, que vous trouverez peut-être aventureuses, dont nous pourrons, en tout cas, discuter librement dans quelques instants.

Je crois qu'il y a, en France tout au moins, (mais je serais étonné que ce soit en France seulement) une crise de l'enseignement de l'histoire. Les aspects extérieurs en sont assez familiers aux enseignants et aux historiens, à tous ceux surtout qui sont comme nous l'un et l'autre. La Société des Professeurs d'Histoire (la Société française, à laquelle j'appartiens) lance, depuis plusieurs années, des appels inquiets en vue d'alerter l'opinion publique et de l'associer à la défense de notre discipline, menacée par des restrictions d'horaire et des amputations de programme — c'est-à-dire, au fond, menacée par la concurrence d'autres disciplines que les pouvoirs publics estiment, sinon plus formatrices, du moins plus utiles, ou plus rentables, comme la physique ou les mathématiques, ou, à la rigueur, les langues vivantes. L'histoire ne sert à rien, disait Paul Valéry, voire est dangereuse ; vous vous rappelez : « *le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect humain ait élaboré...* » Et c'est bien ce que semblent penser des gouvernants de tendance technocratique. Jean-Luc Godard, tout récemment, dans son étrange film *Alphaville* nous offrait un symbole nouveau de cette déjà vieille peur de l'histoire qui toujours revient hanter les gouvernants : la société parfaite qu'on a voulu construire n'est parfaite que dans la mesure où ses membres ont perdu la mémoire de leur passé collectif ; Alphaville, comme la ruche ou la fourmilière, n'a pas, ne doit pas avoir d'histoire.

Oui, l'histoire apparaît de plus en plus, et aux chefs politiques notamment — c'est ce qui est fâcheux — comme disqualifiée. Mais, de cette disqualification, les historiens eux-mêmes ne sont-ils pas en partie responsables ? C'est le premier point que je voudrais examiner avec vous.

Vers la fin du XIX^e siècle (on peut discuter d'une telle date, qui est évidemment floue par nature), il est arrivé à l'histoire quelque chose de très grave, quelque chose à quoi on n'a pas pris garde pendant longtemps, dont quelques

esprits plus lucides ont fini par s'aviser, mais depuis trois ou quatre décades au maximum — je veux dire un SCHISME à l'intérieur du vaste domaine de l'histoire, un schisme entre l'*histoire scientifique*, qui devenait en quelque sorte l'apanage de l'Université, et l'*histoire académique*, que l'Université abandonnait au grand public, ou à un public cultivé mais non spécialiste. Je dépouille en ce moment la série de la *Revue des Deux-Mondes* de 1871 à 1914 : on ne saurait contester qu'il s'agisse là d'une revue destinée au grand public ; or, je remarque que, jusqu'en 1880 au moins, les historiens les plus réputés — Fustel, Renan, G. Boissier... — ne dédaignèrent pas d'y donner de très importantes, de très érudites contributions. Mais la coupure apparaît bientôt après 1880. Faut-il incriminer la concurrence de la *Revue historique* que venait de fonder G. Monod ? Plutôt qu'une cause, sans doute faudrait-il voir dans cette fondation un signe de l'esprit nouveau. Désormais, les historiens, jaloux d'être considérés eux aussi comme des savants, se retranchent dans leur spécialité, ou mieux dans leurs spécialités (au pluriel). Dans un petit livre publié en 1954 et intitulé *Le Temps de l'Histoire*, Ph. Ariès a dit cela avec toute la netteté souhaitable. Permettez-moi de vous citer ces lignes :

« Voici le fait essentiel : l'étude de l'Histoire a perdu le contact avec le grand public pour devenir une préparation technique de spécialistes isolés dans leur discipline. Les publications sont devenues de plus en plus « professionnelles », au sens où il y a une littérature professionnelle et technique. Les auteurs n'ont pas crainte de conserver dans leur rédaction définitive toutes les approches érudites de leurs recherches. Au contraire, ils se sont enfermés derrière une armure de critique savante comme pour se défendre des curiosités indiscretes. Ils ont exploré l'histoire des hommes sans penser à s'interroger sur l'intérêt que l'homme de leur temps pourrait y trouver. Bien plus, de cette indifférence, ils ont fait une méthode. »

Et Ariès ajoutait encore, cruellement :

« C'est ainsi qu'assez vite, les auditoires des professeurs (sous-entendu : ceux de l'enseignement supérieur) se réduisirent aux futurs professeurs (ceux de l'enseignement secondaire surtout, cette fois)... — un petit monde à part, bien clos, assez nombreux pour se suffire à lui seul, avec sa littérature, ses préjugés. »

Or, l'école et le lycée ont emboité le pas ; ils ont jugé, l'une et l'autre, qu'il était de leur devoir, de leur honneur, de suivre, à distance respectueuse, l'exemple donné par les maîtres les plus réputés. Je ne suis pas sûr qu'à le faire ils aient toujours eu bonne conscience. Je pense, par exemple, à ces instituteurs qui animaient les Amicales d'instituteurs et d'institutrices publics de France dans les premières années de ce siècle : ils auraient bien voulu eux aussi (les débats de leurs congrès en témoignent) être « scientifiques » comme on les invitait à l'être ; mais, au contact de leur modeste clientèle, ils sentaient, en même temps, que l'histoire qu'ils enseignaient devait être un élément de vie, un aliment pour la vie. Plus précisément, ils se demandaient s'ils pouvaient encore servir la France, et l'Humanité (car ces deux causes leur étaient également chères) et faire de l'histoire scientifique.

Si nous en avons le temps, il serait instructif d'examiner dans cette perspective certains des remèdes qui ont été proposés déjà à la crise de l'enseignement de l'histoire, tous valables et tous insuffisants. On a dit, par exemple, qu'il fallait

passer de l'*histoire-batailles* à l'*histoire-civilisation(s)* ; et rien ne serait plus vrai si, en réalité, on avait jamais fait une pure histoire-batailles (sauf, j'imagine, dans les écoles militaires) et si l'histoire scolaire des batailles n'était pas toujours aussi, en quelque manière, une histoire politique et diplomatique, et même une histoire des mentalités. On a dit aussi que les *méthodes actives* devaient venir relayer l'audition passive des leçons magistrales, que, par l'introduction du document, il convenait de faire la part la plus large possible à l'initiative de l'élève. M. l'Inspecteur général Chaulanges vous précisera tout à l'heure, avec sa grande compétence, tout le parti qu'on peut en effet tirer de l'étude méthodique des divers types de documents. Encore ne doit-on pas oublier que l'histoire, par nature, reste toujours *tradition*, communication d'un savoir organisé et j'ajouterais, organisé en fonction d'une expérience et en vue d'une action collective. On a imaginé, pour *personnaliser* notre enseignement, de faire cheminer l'esprit de l'enfant ou de l'adolescent du plus familier vers le moins familier, c'est-à-dire et plus concrètement d'aborder l'histoire générale par l'histoire de son village ou de son hameau, ou même de sa famille, pour le petit paysan, par celle de son quartier ou d'un métier caractéristique de sa ville pour le petit citadin... Et cela encore, cette saisie existentielle du passé (mais qui ne saurait aller sans une initiation parallèle et systématique aux cadres chronologiques et institutionnels généraux) mérite attention. Mais dans tous ces cas, à mon sens, on commet l'erreur de ne vouloir rien sacrifier d'une fidélité au positivisme historique qui s'est imposée au point qu'on ne songe plus à la contester. Je crains même qu'on ne se flatte alors de rapprocher l'élève de la pratique de l'historien professionnel, aux curiosités si diverses à la fois et si précises, attentif à toujours fonder ses affirmations sur des documents dûment critiqués. Prenons garde que l'on n'invite l'enfant à seulement singer les démarches de l'historien. Si l'enfant est seul devant un texte, une photo, un monument, il est dérouté, il ne sait pas ce qu'il doit regarder ; c'est la synthèse préalable de l'adulte, du maître qui permet de classer, d'expliquer ; l'élément se comprend par référence à un ensemble, au tout. L'échantillonnage risque de masquer le vrai visage de la culture.

Ce qui importe, me semble-t-il, au niveau de l'enseignement, est beaucoup moins de copier avec plus ou moins de bonheur la méthode du spécialiste, encore qu'il ne faille point en méconnaître le prix, que de rattacher le matériau éprouvé que fournit ce spécialiste aux préoccupations actuelles et vivantes qui sont, ou qui devraient être, celles de notre clientèle scolaire. Si l'élève à qui nous découvrons tel ou tel chapitre d'histoire n'a pas compris, ou du moins senti, qu'il est concerné, lui, personnellement, et aussi, lui, parmi les hommes de son temps, par cette histoire, maître et élève ont également perdu leur temps, soyons en convaincus. Il n'y a pas, pour notre enseignement, de plus sûr critère, ni de plus redoutable.

Telle m'apparaît la crise. Comment s'explique-t-elle ? C'est le second point qui nous retiendra. L'explication que je vais vous proposer est toute personnelle. Je vous la propose sans vouloir, certes, vous l'imposer. Ce n'est qu'un essai d'explication ; mais il commande les solutions que j'envisage et auxquelles nous tâcherons d'en venir assez vite — car l'heure commence à nous presser.

J'ai parlé tout à l'heure d'un schisme, un schisme entre deux forces d'histoire ou, plus profondément, entre ces deux impératifs éternels de l'histoire : la

VÉRITÉ et l'UTILITÉ, que la tradition des historiens depuis Thucydide ou Polybe, en passant par Guichardin et Machiavel, et par les historiens français du XVI^e siècle, si curieux, si novateurs, jusqu'à Guizot et Michelet, s'était toujours efforcé d'associer, ou plutôt s'était gardé de jamais dissocier. Leur histoire à tous était une histoire engagée, à la fois prise de conscience du courant qui entraînait la société de leur temps, et affirmation d'une volonté d'infléchir ce courant dans tel ou tel sens. Le XIX^e siècle finissant, en France du moins (mais on prétend que l'Allemagne, celle de Niebuhr et de Ranke, avait donné l'exemple, le mauvais exemple ; ce n'est pas faux, ce n'est pas entièrement vrai, non plus), le XIX^e siècle finissant et son école d'historiens positivistes crurent devoir privilégier la vérité, la vérité exclusivement, au besoin au détriment de l'efficacité. Non que jamais personne soit allé jusqu'à dire que l'histoire devait être inutile ; mais l'utilité qu'on lui reconnaissait se limitait à la connaissance désintéressée du vrai ou à l'acquisition de vertus méthodologiques : honnêteté intellectuelle, rigueur dans l'analyse, esprit critique aiguisé... Vous pouvez vous reporter au petit livre de Louis Halphen, un maître dont les leçons valaient mieux que les préceptes, *Introduction à l'histoire* ; il vous fournira le modèle d'une méditation sur l'histoire apparemment irénique, en fait étonnamment inadaptée à son temps, son temps qui dût être, si nous en croyons la date de publication, celui des persécutions nazies dont Louis Halphen était la victime.

Un helléniste français, Paul Pédech, dans une récente thèse de doctorat consacrée à *La méthode historique de Polybe*, analyse la formule *pragmatikè historia*, chère à son auteur, et nous assure qu'elle ne désigne pas un type spécial d'histoire mais l'histoire, par opposition aux généalogies qu'on donnait antérieurement à Polybe pour l'histoire ; car toute histoire est pragmatique, *utile et vraie* et, si l'on veut, utile parce que vraie. Enjambant les siècles, je rapprocherai, de cette exégèse d'un vocable-clé du grec Polybe, un propos du grand érudit bénédictin dom Jean Mabillon, que nous rapporte son disciple et collaborateur, dom Thierry Ruinart. Il n'est plus question ici d'utilité au sens strict mais de piété : qu'est-ce à dire sinon que l'utilité de l'histoire des saints de l'ordre bénédictin, ce ne pouvait être que de nourrir la piété des fils de saint Benoît, et de tous les chrétiens ? A des amis qui l'invitaient à freiner son zèle d'érudit, ce zèle qui s'avérait de plus en plus dangereux pour la tradition hagiographique de son ordre, ce zèle qui commençait même à faire scandale, le P. Mabillon répliquait : « *Quoi... on voudrait séparer la piété d'avec la vérité ? Peut-il donc y avoir contre la vérité une piété véritable et sincère ? Ou est-il permis d'en proposer une qui ne soit pas véritable* » Pas de piété valable qui ne se fonde en vérité ; pas de vérité non plus, dans l'ordre de la connaissance du passé religieux, qui ne doive viser à alimenter la piété : telle était l'opinion d'un des fondateurs de l'érudition moderne ; elle mérite bien quelque attention de notre part.

Si le terme d'utilité risque de vous choquer, j'y substituerai volontiers celui de *service* : l'histoire m'apparaît comme un service, beaucoup plus que comme une science — l'enseignement de l'histoire, en tout cas. Et ce que nous faisons ce matin ensemble, ou tentons de faire, n'est-ce pas de découvrir le sens et le service de notre métier de professeurs d'histoire ? J'aimerais aussi vous renvoyer à un très beau texte — quoique assez difficile de forme — du philosophe Paul Ricœur, *Objectivité et subjectivité en histoire*, que vous trouverez dans son

recueil *Histoire et Vérité* : il y oppose à une mauvaise subjectivité, qui peut affecter parfois les dehors de l'objectivité, une *bonne subjectivité*, qui est découverte, reconnaissance des valeurs des hommes d'autrefois, confrontation sympathique de nos propres valeurs et des leurs et, du coup, enrichissement certain pour l'historien, enrichissement indéfini de son humanité. Précisons : une bonne subjectivité qui est nécessairement beaucoup moins individuelle que collective ; ce ne peut être seulement notre petite personne et nos petits intérêts que nous engageons dans une telle histoire, il s'agit d'une manière de nous insérer dans le temps qui est forcément commune à tout un groupe, à une nation à une culture. La bonne subjectivité de Ricœur serait, en fin de compte, comme la condition du service que je cherche à vous décrire.

Comme on ne peut plus faire de recherche historique sans se spécialiser, par goût et les circonstances aidant, j'ai fini par me spécialiser dans l'histoire de l'histoire, ou de l'historiographie. Je ne le regrette point. Cette histoire, dont la curiosité a beaucoup grandi depuis quelque temps, à l'étranger sans doute plus encore qu'en France, fournit à l'historien une expérience précieuse ; et, particulièrement, elle l'amène à retrouver, par-delà l'épisode somme toute très bref du triomphe de d'histoire positiviste à la manière de Langlois et Seignobos (ou de Bernheim), le grand courant de la tradition, c'est-à-dire d'une histoire engagée ou, mieux encore, existentielle. Elle donne à entendre que l'histoire que réclament les sociétés n'est pas tellement l'histoire-science mais une histoire culturelle, une histoire qui soit une manière et une force de vivre (parmi d'autres) ; disons encore : l'histoire pragmatique de Polybe désormais purifiée, affinée, perfectionnée par un effort technique dont il serait absurde, je le répète, de méconnaître le bienfait.

Si vous acceptez mon analyse et mon explication de la crise, quelques remèdes doivent s'en dégager dont vous avez déjà pu pressentir la nature à travers certains de mes propos. En très gros, il s'agit de revenir, à partir d'une histoire qui s'est voulue seulement vraie (et qu'il n'est pas question de répudier), à une histoire toujours aussi vraie mais soucieuse à nouveau d'utilité, d'efficacité, consciente du service social et culturel qui est le sien. On pourrait parler d'une hygiène de l'histoire, et cela dans un double sens : hygiène de notre discipline, qui doit enfin fournir une justification aux contraintes de plus en plus lourdes qu'elle s'inflige ; hygiène de l'action historique elle-même à laquelle notre discipline doit préparer nos élèves, un peu mieux, un peu plus consciemment surtout qu'elle ne nous y a préparés nous-mêmes.

Pour cela, je souhaiterais que l'effort des maîtres d'histoire s'engageât dans trois voies principales. Ces trois voies n'en excluent pas d'autres, auxquelles je n'ait point songé et qui sont concevables. Du moins faut-il indiquer qu'il existe des impasses : ainsi, l'idéal de la maîtrise technique, ou la morale du bon technicien, me paraît en être une ; comme en a toujours été une aussi l'évasion de l'historien hors de son temps, sa quête nostalgique d'un siècle selon son cœur, où il pourrait trouver le repos de l'esprit. Qu'un tel désir d'évasion ait eu sa part à l'origine du chef-d'œuvre de J. Burckhardt, *La civilisation de la Renaissance en Italie*, cela n'est pas contestable ; il est beaucoup plus contestable qu'il doive à ce désir d'être un chef-d'œuvre.

La première voie est assez familière : il s'agit de l'étude ou plutôt de la

confrontation des mentalités. Lucien Febvre nous en a donné et la théorie et quelques magnifiques illustrations. De quelle manière peut agir cette histoire, on s'en rend compte assez facilement : elle débloque en quelque sorte l'intelligence de l'individu prisonnier de sa mentalité, elle lui apprend à découvrir et à valoriser d'autres mentalités. Elle est ainsi source d'un perpétuel enrichissement. Si je me permettais de parodier le Narcisse de Valéry, je dirais qu'elle nous rend notre « *âme plus profonde* ». Le temps me manque pour éclairer ce point par des exemples appropriés. Il en est de très suggestifs que j'aurais aimé développer un peu devant vous : ce serait la querelle de l'An Mil, illuminée naguère par les travaux de R. Bonnaud-Delamare, qui nous invitent à rejoindre une piété eschatologique, familière aux générations des siècles tragiques du moyen âge, à peu près ignorée d'un christianisme, le nôtre, devenu surtout moraliste ; ce pourrait encore être l'histoire de l'amour, jalonnée déjà par ces maîtres-livres, *Héloïse et Abélard* d'Etienne Gilson et *Autour de l'Heptaméron* de Lucien Febvre ; la toute récente traduction française du célèbre ouvrage de Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, pourrait nous engager dans une réflexion féconde sur les valeurs de travail, promues hier au premier rang par la morale bourgeoise, et les valeurs de loisir, dont nous refaisons la découverte maladroite et inquiète dans un contexte technologique absolument neuf ; l'urgence du problème de la surpopulation et du contrôle des naissances a déjà pu engager tel historien (je pense encore à Ph. Ariès) dans l'étude de *L'histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie*, etc., etc. Il reste beaucoup à faire pour que ce type d'histoire débouche dans l'enseignement, dans l'enseignement secondaire en particulier. Mais la percée est faite. Dès à présent, certains chapitres d'histoire, d'histoire des idées et des mœurs notamment, doivent permettre d'introduire nos jeunes élèves dans l'inépuisable débat entre l'homme d'aujourd'hui, toujours aussi curieux de lui-même, et les modèles que lui a laissés l'homme d'hier — ou, dans le présent, l'homme des autres cultures.

L'accent de nouveau mis sur l'événement, telle me paraît être la seconde voie. Ici le terrain apparaît moins sûr. Les souvenirs d'une querelle passée l'encombrent encore dangereusement. Les historiens psychologues et sociologues, un Paul Lacombe, un Henri Berr, ont prétendu naguère liquider une histoire qu'ils qualifiaient, dans une intention très péjorative, d'*événementielle*. Je n'ai certes pas l'intention de réhabiliter ce type d'histoire qui fut cher aux historiens positivistes et qui ne se saisissait de l'événement que pour le vider de sa véritable substance humaine, le réduire à une étiquette, un nom de lieu, une date. L'événement, mieux vaudrait dire l'*acte*, qui seul mérite l'intérêt des historiens et de leur public, est celui qui retient au contraire tout son contenu d'idées, de sentiments, de volonté, dont les racines n'ont pas été arbitrairement tranchées. Précisons davantage : l'acte en train de se faire, avec sa charge encore d'espoir et d'incertitude ! La vraie difficulté consiste à se replacer dans le présent, révolu, de l'acte. Telle me paraît être l'opération intellectuelle (et pas seulement intellectuelle) dont notre enseignement doit rendre nos élèves de mieux en mieux capables. Car le passé tire sa vertu contagieuse et formatrice, moins d'une mise en perspective si plausible et adroite soit-elle, que d'une pareille reprise existentielle.

L'historien si volontiers fier de ses reconstructions logiques, qui sont pour

lui des explications, devrait prêter plus d'attention à l'étonnante sensibilité dont le public, le grand public des journaux et de la télévision, fait preuve à l'égard de l'événement ; aujourd'hui plus que jamais, par l'intermédiaire des *mass-media*, c'est de la relation des événements quotidiens que celui-ci nourrit sa culture. On peut trouver étrange, absurde, incohérent, son choix d'événements, un choix plus souvent imposé du dehors d'ailleurs que vraiment libre. Il reste que le besoin dont ce choix témoigne, — ce besoin d'homme vivant de garder le contact avec les manifestations historiques de la vie, — est un besoin authentique. A ce besoin, l'histoire qui s'écrit comme celle qui s'enseigne, ne fait plus sa place légitime : voyez la maigre part concédée en France au genre biographique par les historiens universitaires. Cela est grave dans la mesure où l'histoire qu'on pourrait appeler néo-positiviste des historiens psychologues et sociologues, ou mathématiciens !, s'accorde avec une certaine passivité de l'homme moderne — *l'homme du processus*, disait le théologien anglican Langmead Casserley — d'avance résigné à n'avoir aucune influence sur son histoire, si ce n'est par l'intermédiaire de ces organisations massives, elles-mêmes tellement étrangères à son vouloir : les syndicats ou les partis politiques.

Sans doute l'analyse du passé nous révèle-t-elle des combinaisons extrêmement complexes d'actes créateurs et d'actes répétitifs, d'innovations et d'habitudes. A nous de bien distinguer les uns des autres. Notre étude donnera-t-elle toujours la préférence aux conduites stéréotypées, aux conduites qui se coulent dans le moule des institutions, c'est-à-dire à une espèce de physique sociale qui n'explique en fin de compte que ce qui ne change pas, j'allais dire la *non-histoire* ? Ou se portera-t-elle au contraire vers les actes inédits, vers tous ceux qui s'efforcent d'incarner un peu plus et un peu mieux notre humanité ? Je crois que si nous parvenions à promouvoir une histoire plus volontaire, et finalement plus vraie, nous aiderions au triomphe du citoyen responsable sur le sujet passif (on peut être sujet de l'histoire comme d'un monarque absolu), sur l'homme du processus. N'est-ce pas une manière de remettre la vérité au service de l'utilité ?

L'histoire enfin doit avoir un sens. La recherche d'un sens nous offre la troisième voie où l'histoire, si elle s'y engage, pourra retrouver une part complémentaire de sa traditionnelle efficacité. Encore faut-il s'entendre sur ce mot de *sens*, *sens de l'histoire*. *L'histoire n'a pas de sens*, tel est le titre, vous le savez, du dernier livre de R. Sédillot. L'historien Pierre Vilar, de son côté, interrogeait récemment : « Mais comment pourrait-on s'intéresser à ce qui n'a pas de sens ? et pour, l'historien, comment y consacrer sa vie ? » La brutale opposition des propos nous fait déjà saisir la nature du malentendu. Le non-sens de Sédillot s'attache à la considération purement *rétrospective* du passé. L'histoire, dit encore Sédillot, n'a pas de sens parce qu'on peut lui en donner autant qu'on veut, des sens hypothétiques, subjectifs et contestables. Vilar, au contraire, songe à un sens *prospectif*, non pas à un sens donné, mais à un sens à donner. Dans une perspective culturelle, dans un enseignement humain, humaniste, c'est Vilar qui vise juste : l'historiographe d'une société, d'un temps, d'un groupe, toujours incarne les aspirations de ce groupe, de ce temps, de cette société ; c'est à cette condition qu'elle peut n'être pas vaine. Elle permet à ces aspirations de prendre une forme, un visage. Le projet d'action se choisit son passé, atteint par l'histoire sa dimension historique.

Paul Ricœur a écrit avec beaucoup de force et de justesse : « *ce monde n'est pas seulement spectacle mais problème et tâche* (c'est moi qui souligne) ; *il est le monde pour la pensée et l'action* ». C'est justement cela que l'histoire positiviste ou néo-positiviste était en train de nous faire oublier ; c'est cela qu'il me paraît urgent et indispensable de remettre à l'ordre du jour de notre enseignement historique.

Ce mot de tâches, que Ricœur n'est d'ailleurs pas seul à employer dans ce sens ou dans un sens voisin, me semble particulièrement heureux ; j'en ai fait moi-même un grand usage dans mon livre *Un civisme pour notre temps*, qui est comme une esquisse d'un traité de la fonction civique de l'histoire. Aux hommes d'une société et d'un temps toujours se propose et s'impose un petit nombre de tâches : ils ne les ont point choisies, il n'est pas en leur pouvoir de les éluder ; ils n'ont d'autres ressources que de les assumer — ou de les nier à leurs risques et et périls. Pour nous, les Européens du XX^e siècle, si nous voulons être lucides, la situation se présente nettement : aider de toutes nos forces au sauvetage et à la promotion du « tiers monde » ; bâtir une paix qui soit autre chose que l'absence de la guerre, un ordre acceptable par tous ; imaginer une Europe qui puisse vraiment servir de modèle à tous les rassemblements de nations ; réconcilier le prolétariat avec un ordre social plus humain ; adapter la culture aristocratique d'hier à une démocratie des masses ; sélectionner parmi la multiplicité des chances offertes à l'homme par ses loisirs la part de l'humanisme nouveau — telles me paraissent être, avec un petit nombre d'autres que j'ai pu oublier, les tâches dont notre histoire nous a confié la charge. Nous ne saurions avoir, ni enseigner avec fruit, d'autre histoire que celle de ces tâches. Aucun sens valable de l'histoire, en d'autres termes, aucun sens susceptible d'être enseigné, ne saurait se dispenser de les inclure et de leur fournir au moins un commencement de réponse.

La encore des exemples seraient nécessaires pour vous permettre de bien saisir mon intention. Exemples qui ne seraient pas de systèmes historiques complets, de philosophies de l'histoire, comme le progressisme des « Lumières », le positivisme d'Auguste Comte, le marxisme, ou ces théories cycliques qui, de Spengler à Toynbee, ont connu et connaissent encore un étonnant regain de succès. Plus historien que philosophe, c'est à la *ré-orientation* de tel ou tel secteur d'histoire, ou de l'histoire de telle ou telle période, que je vous inviterais plutôt. Une histoire diplomatique de l'Europe qui vise l'Europe de demain, ne saurait s'écrire à la manière du manuel du vieux bourgeois, même pas, j'en ai peur, à la manière de la plus récente *Histoire des relations internationales* de P. Renouvin. La matière en resterait à peu près la même quoique sans cesse enrichie et affinée ; quant à la manière, c'est du côté de *L'Europe sans rivages* de Fr. Perroux qu'il faudrait aller chercher les principes de son renouvellement. Ou encore : que vaudrait une histoire de l'éducation aux siècles classiques qui méconnaîtrait que, de ce type de culture, la culture des collèges jésuites et oratoriens, deux fois millénaire s'il remonte à Isocrate, comme nous l'assure H. Marrou, et assurément vénérable, la succession est désormais ouverte, qu'il faut prévoir et organiser la relève, et que le présent attend justement des leçons d'une telle histoire de l'éducation ? Que vaudrait une histoire de l'histoire qui se contenterait de voir dans l'histoire positiviste ou néo-positiviste le couronnement d'une longue recherche à peu près purement méthodologique, et rien d'autre, qui ne chercherait pas à

rétablir la liaison — *historia magistra vitae* — entre la réflexion historique (ou historienne, ou historiographique) et l'histoire vécue ?

Quant aux sens généraux, philosophies ou théories de l'histoire, tous sont dignes de respect — aussi longtemps qu'ils répondent à l'exigence des tâches actuelles, aussi longtemps qu'ils s'avèrent capables d'aider à la solution des problèmes de l'heure. Le danger qui tous les menace et auquel ils réussissent rarement à ne pas succomber, c'est la fixation, le durcissement, la sclérose, le refus des mises en question. Or, derrière une histoire scientifique qui se flatte naïvement d'œuvrer pour l'éternité, que trouve-t-on le plus ordinairement sinon la problématique d'hier ou d'avant-hier, exprimée en des termes objectifs en apparence, indifférents en réalité parce qu'ils ne reflètent plus qu'une curiosité de théoriciens, une problématique irrémédiablement dépassée ?

J'aurais aimé, pour conclure, vous présenter un schéma de leçon dans lequel j'aurais essayé de faire apparaître les trois voies dont je viens de vous parler, ces voies où il me paraît possible et souhaitable que progresse dorénavant une histoire scolaire qui ambitionne d'être culturelle plus encore que scientifique ; cette leçon aurait été une leçon d'initiation consacrée à la carrière d'Alexandre le Grand — exemple privilégié, j'en conviens. Mais je n'ai que trop abusé de votre patience, que trop retardé le moment de vous donner la parole. Mes propos appellent bien des mises au point, et des critiques plus encore. Il est grand temps que le monologue cède la place au dialogue... Et plus tard, après notre dialogue, je souhaite surtout que vienne un temps des expériences.

Maurice GRUBELLIER